



BAROMÈTRE PDE

Organe d'information du programme PDE du canton de Berne **2023**

Vision intérieure, vision extérieure
– une série d'entretiens



Sommaire

3

Le PDE de Thoune Nord à la veille de grands changements: entretien avec les deux principales propriétaires.

5

La place Rosalia-Wenger, dans le PDE du Wankdorf, a été désimper-méabilisée. Entretien avec Andreas Heller, initiateur du projet.

8

Coup d'œil chez nos voisins: Fabian Gloor, le maire d'Oensingen, livre une analyse de l'espace économique local.

10

Le thème de l'énergie gagne en importance, aussi au sein des PDE – l'analyse de Frank Schürch, directeur de l'association Energie-Cluster.

12

Le professeur Patrick Rérat évoque les changements climatiques et la nécessité de repenser la stratégie de mobilité.

FORUM
DES
PDE
2024



MARS

26

Éditeur: Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, Service de l'aménagement cantonal, Nydegasse 11/13, 3011 Berne
Responsable du projet PDE: Muriel Odiet, 031 633 77 54, muriel.odiet@be.ch
Conception et graphisme: amietkerle
Textes: Amber Kommunikation
Photos: © Urs Amiet
Impression: Ast & Fischer
Parution: 1 fois par an
Tirage: 400 ex. (fr.), 1600 ex. (all.),
Baromètre des PDE sur Internet: www.be.ch/pde



» Tout est lié

Michael Schuster (chef de développement de l'entreprise RUAG Real Estate SA) et Rolf Metzeler (gestionnaire du portefeuille immobilier d'armasuisse) s'expriment sur les derniers développements du PDE de premier plan de Thoun Nord, exposent les intentions et attentes des deux principales propriétaires du site et présentent le potentiel que recèle le nouvel arrêt RER décidé depuis peu.

Monsieur Metzeler, quelle valeur armasuisse accorde-t-elle au PDE de Thoun Nord?

Rolf Metzeler: «Une très grande valeur. Nous sommes ici sur la plus grande place d'armes de Suisse. L'attention accordée est donc importante. Il en va de même pour les rapports de dépendance et l'intrication des liens. Tout dépend des décisions que nous prenons ensemble ici.»

Monsieur Schuster, quelles raisons, de l'avis de l'entreprise RUAG Real Estate SA, expliquent le temps qu'a pris le développement de la zone? Les premières démarches remontent à plus de 20 ans déjà...

Michael Schuster: «Toute perception du temps est relative. L'aménagement aussi a connu des changements et des adaptations de son cadre. En 2008 déjà, il était clair que le plan directeur de 2005 devait être repensé, sans les périmètres de Steffisburg notamment. La première révision est entrée en vigueur en 2014. La construction de la route de contournement, en 2017, puis l'adoption par les Chambres fédérales du projet d'arrêt RER durant l'été 2019 dans le cadre de l'étape d'aménagement 2035 du programme de développement stratégique

(PRODES) de l'infrastructure ferroviaire ont été d'autres étapes marquantes. Le nouveau centre qui verra ainsi le jour et l'actualisation du projet de développement urbain de Thoun (STEK 2035) impliquent une nouvelle révision du plan directeur.»

Quel usage l'armée fait-elle actuellement du site?

Rolf Metzeler: «L'armée occupe presque la moitié du site du PDE. La zone sert avant tout de centre de formation, ainsi qu'aux casernes et aux quartiers nécessaires. Le centre textile s'y trouve aussi, comme le magasin de rétablissement, des ateliers pour le matériel roulant, un magasin de stockage et des unités de recherche.»

Le futur arrêt RER, près de l'Alpenbrücke, est un élément clé du développement du PDE. Quels sont les plans concrets qui le concernent?

Michael Schuster: «Son emplacement est défini. Il reste à réorganiser la desserte en fonction du lieu, d'entente avec les partenaires de l'aménagement, et à définir les autres éléments relevant de l'urbanisme dans le cadre de la procédure d'aménagement, ce qui est l'objet de la révision en cours du plan directeur.»

Parlons défis: quels en sont les plus grands et les plus récents?

Michael Schuster: «Trouver une solution permettant de maintenir la sécurité et de veiller à la protection de l'environnement lors de l'ouverture de la Uttigenstrasse a été un problème particulièrement épineux. Au bout du compte, nous avons un bon produit et la population lui a réservé un bon accueil.»

Rolf Metzeler: «De notre côté, l'organisation des futures conditions de propriété entre la ville et les propriétaires des biens s'annonce herculéenne pour les questions d'approvisionnement et d'élimination. L'affaire n'est simple pour aucune des parties prenantes lorsqu'il s'agit de régler et sécuriser le raccordement, l'approvisionnement et l'exploitation par rapport aux réseaux principaux, ainsi que l'alimentation en eau et l'évacuation des eaux usées.»

Quels sont les plans de développement prioritaires?

Michael Schuster: «Notre objectif commun est d'établir un lien fonctionnel, fondé sur les activités, entre Lerchenfeld et le centre de la ville. Sous l'angle opérationnel, l'ordre du jour est à la concentration et à la sécurité des emplois industriels dans



l'enceinte exploitée, ainsi qu'au développement et à l'intensification de la mixité des affectations dans la zone de la Uttigenstrasse. Je parle ici de notre projet «Tryber» et de la réaffectation de la zone entre la Bahnstrasse et l'Allmendstrasse dont dispose l'entreprise RUAG Real Estate SA.»

Rolf Metzeler: «Pour notre part, nous développons la zone autour du centre textile et aspirons par ailleurs à concentrer progressivement les activités militaires sur la partie à l'ouest du contournement. Le DDPS souhaite que les utilisations militaire et civile du site coexistent et aient de bonnes interactions afin que les besoins de la population et les activités de formation de l'armée s'accordent dans la mesure du possible.»

Comment se passent la coopération et les échanges avec les autres parties prenantes (ville de Thoune, canton de Berne, CFF, etc.)?

Michael Schuster: «Nous avons des organes institutionnels qui sont souvent mis à contribution: dans le cadre de la société simple, du comité directeur ou des commissions d'aménagement. Une place de choix est donnée aux échanges étroits et forts entre les parties prenantes, permettant une interaction d'égaux à égaux.»

Rolf Metzeler: «Nous suivons toutes et tous la même direction et discutons ensemble des solutions. J'ai le sentiment que nous tirons à la même corde, c'est réjouissant.»

Que signifie le nouvel arrêt RER pour la région de Thoune dans son ensemble?

Michael Schuster: «Le rayonnement du PDE dépassera la région grâce à la bonne desserte qu'assurent directement les transports publics. Le lieu doit ainsi attirer les entreprises. L'offre désormais élargie empêchera la monoculture des surfaces de bureau au profit de l'éclosion d'un centre urbain fonctionnel.»

Une dernière question: que représente le label PDE de premier plan pour le projet?

Rolf Metzeler: «C'est un honneur pour moi d'apporter une pierre à l'édifice et de participer à façonner le PDE de premier plan de Thoune Nord.»

Michael Schuster: «Le label nous aide à l'édification d'une coordination solidaire où toutes et tous sont sur un pied d'égalité. L'entreprise RUAG Real Estate SA est présente sur tout le territoire suisse, mais ce projet est encore sans pareil.»



Raphael Lanz, maire de la ville de Thoune

Une halte de RER qui amène un nouveau souffle

Raphael Lanz, maire de la ville de Thoune, voit dans le PDE de premier plan de Thoune Nord une chance exceptionnelle pour le développement du potentiel économique de la ville.

Monsieur Lanz, quel rôle joue le PDE de premier plan de Thoune Nord pour la ville?

«Il a un rôle très important: nous avons la chance de pouvoir créer un nouveau quartier à cet endroit.»

Qu'est-ce qui caractérise le site?

«Il s'agit d'un périmètre appelé à connaître d'importantes transformations, à savoir à devenir une zone mêlant activités et habitation, avec des espaces libres et des espaces verts ainsi qu'un excellent rattachement au réseau de transports. Et il sera desservi par sa propre halte de RER – qui est la garantie d'un fort dynamisme.»

Comment la population accueille-t-elle le projet?

«La ville autrefois «interdite» devient accessible au public. La population a conscience des possibilités qui s'offrent avec l'ouverture du terrain anciennement réservé à l'armée. La réaffectation du site de l'EMPA constitue une étape importante, avec un grand rayonnement.»

Et vous, personnellement, quelle est votre vision?

«Le centre de compétences de l'EMPA est le seul site EPF dans le canton de Berne. Il porte en lui une force d'innovation importante pour de nombreuses entreprises spin-off. Un campus moderne et innovant voit ainsi le jour, avec des possibilités extraordinaires pour le développement économique de tout le canton à la clé.»

» La place Rosalia-Wenger, fer de lance de la désimperméabilisation

Plusieurs fois par semaine, Andreas Heller, collaborateur des CFF, se demandait, en marchant sur l'asphalte de la place Rosalia-Wenger, dans le PDE du Wankdorf, pourquoi il n'y avait aucun espace vert à cet endroit. C'est ainsi qu'est né le projet de désimperméabilisation de la place et d'installation d'une micro-forêt.

Monsieur Heller, vous travaillez pour les CFF au sein de l'unité Développement durable. Quelles sont vos tâches?

«Nous soutenons la division CFF Infrastructure au moyen de mesures lui permettant de mener son activité principale dans le respect des principes du développement durable et d'augmenter continuellement ses prestations en faveur de l'environnement. Cela revient principalement à assumer la conduite

spécialisée dans les domaines de l'environnement et du développement durable.»

Et que faites-vous concrètement dans ces domaines?

«Nous conseillons nos partenaires pour toutes les questions touchant à l'environnement, les soutenons dans l'élaboration de projets à caractère environnemental et développons les outils et normes nécessaires.

En collaboration avec les différents secteurs d'activités, nous coordonnons le programme environnemental. Nous organisons des actions de sensibilisation et des formations, établissons des rapports et sommes responsables de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie en faveur du développement durable – qui inclut les volets biodiversité, protection du climat, énergie durable et économie circulaire.»



2020

Une chaleur intense se dégage de l'asphalte de la place Rosalia-Wenger.



Été 2023

Il fait jusqu'à 12°C de moins sur la place fraîchement végétalisée.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que vous ayez eu l'idée de désimper-méabiliser la place Rosalia-Wenger...

«Non. Comme, à ce moment-là, je m'intéressais à cette thématique, j'ai eu envie d'attirer l'attention du public sur le fait qu'à l'avenir on devra utiliser d'autres revêtements que le goudron.»

C'était, au départ, une idée qui vous était propre?

«Oui, mais nous avons approfondi cette idée en équipe au sein des CFF, avec Julia Hermann et Bruno Ulrich. Nous avons écrit ensemble un courrier à la ville de Berne. Celle-ci a fait de gros efforts et engagé un chef de projet qui a pu nous soutenir grâce à ses compétences spécialisées et élaborer des propositions concrètes.»

C'était en été 2020. Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées?

«Obtenir un financement par le fonds climat, par exemple, n'a pas été simple: notre première demande a été rejetée, parce que des travaux venaient d'être faits. De plus, transformer les alentours de l'œuvre 'Walking Artist' de Hamish Fulton s'est révélé à première vue être une entreprise coûteuse – avant qu'une solution puisse finalement être trouvée avec les responsables de la ville.»

Y a-t-il eu des résistances au sein des CFF ou dans l'environnement extérieur?

«Non. Nous avons impliqué toutes les institutions, comme l'association Dialog Nord ou les autres entreprises des environs, dans le processus, et toutes ont fait bon accueil à notre projet. Au moment du dépôt public, il n'y a eu aucune opposition.»

La désimperméabilisation de la place Rosalia-Wenger était votre premier projet et un projet qui vous tenait particulièrement à cœur?

«Oui, c'est certain. Ce qui me dérangeait d'abord pour des raisons purement visuelles s'est peu à peu fondu dans les thématiques de l'adaptation aux changements climatiques, de la promotion de la biodiversité et de la qualité de vie de manière plus globale.»

Êtes-vous satisfait du résultat final?

«D'un point de vue visuel, c'est une réussite. Les CFF ont en outre offert une

fontaine pour la revalorisation de la place et la ville de Berne a mis à disposition des tables et des chaises. Les arbres qui ont été plantés ne donnent toutefois pour l'instant pas beaucoup d'ombre. Il faut aussi du temps pour que les passantes et les passants s'approprient cette nouvelle surface verte. Je souhaiterais, dans un horizon proche, qu'il y ait plus de vie autour de la micro-forêt: un marché, des stands de nourriture, des expositions ou encore des événements organisés par les entreprises locales.»

Au cours des dernières années, un tournant a été pris pour ce qui concerne la désimperméabilisation et la végétalisation de surfaces à différents niveaux. Au sein des CFF, qui en a pris l'initiative?

«Le projet de la place Rosalia-Wenger a joué un rôle de fer de lance en permettant d'inscrire cette thématique à l'ordre du jour des CFF. Depuis, nous cherchons à établir un principe de «non-imperméabilisation» dans nos projets pilotes nos règlements et nos manuels en matière de construction pour la division Immobilier.»

Que contient le fonds climat CFF et comment est-il utilisé?

«Ce fonds vise à soutenir financièrement des projets innovants proposés par des collaboratrices et des collaborateurs des CFF qui contribuent à la mise en œuvre de la stratégie en faveur du développement durable. Tous les membres du personnel peuvent déposer une demande de financement pour un projet. Les projets doivent contribuer à faire avancer les choses dans au moins l'un des domaines d'action en matière de durabilité, à savoir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la protection du climat et les changements climatiques, l'économie circulaire, l'habitat durable ou encore la mobilité durable.»

Quelles autres mesures relatives à des espaces extérieurs ont été prises?

«Un exemple: près de la gare de Embrach-Forbach, les emplacements Bike&Rail ne sont plus goudronnés mais gravillonnés. Ou encore: à la gare d'Arnegg, une surface a été désimperméabilisée et réaménagée pour favoriser la biodiversité. La question des espaces extérieurs est centrale, mais nous n'en sommes encore qu'au début.»

Quels autres projets sont actuellement prévus?

«La désimperméabilisation de la place Rosalia-Wenger est un projet qui a valeur d'exemple: nous voulons maintenant repenser les places aux environs des gares et définir de nouveaux standards. Ces nouvelles normes étant appliquées systématiquement, de nouveaux projets entrent constamment en ligne de compte.»

Quel potentiel recèle l'environnement des CFF en matière de désimperméabilisation?

«Le potentiel est énorme. En Suisse, il y a 750 gares et des centaines de bâtiments liés à l'infrastructure et à l'exploitation ferroviaires. Ce ne sont pas seulement des places qui pourraient être désimperméabilisées, mais aussi des surfaces de stationnement, des accès et des alentours.»

Quelle est l'attitude globale des CFF à l'égard des espaces extérieurs et qui est responsable de cette thématique?

«La question est en principe traitée dans le cadre de chaque projet. Les propriétaires des installations donnent des directives à cet égard dans leurs règlements, consignes relatives à la mise en place de projets ou encore prescriptions en matière d'exécution et de qualité. Nous devons en outre réfléchir à une nouvelle manière d'aborder et d'élaborer ces projets. Dans ce but, nous devons aussi sensibiliser et former les bureaux d'aménageurs.»

Quelles sont les collaborations qui existent en relation avec cette thématique?

«Nous avons mis en place une collaboration avec l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux pour pouvoir échanger sur le thème des villes éponges et nous travaillons aussi avec l'Office fédéral de l'environnement plus globalement sur le thème de l'adaptation aux changements climatiques. Nous sommes en outre en relation avec les villes. Les CFF sont toujours ouverts au dialogue. Les échanges avec les communes sont importants.»

Que feriez-vous différemment la prochaine fois?

«Rien. Il faut quelqu'un pour mettre en marche un projet et apporter à la fois engagement, pragmatisme et financement.»

Regula Geisser, de «Grünes Gallustal»

Réagir à la disparition des arbres et des espaces libres

Comment concilier adaptation aux changements climatiques, espaces libres, biodiversité et mobilité? Regula Geisser, de «Grünes Gallustal», nous livre quelques précieuses pistes.

Madame Geisser, comment l'idée de «Grünes Gallustal» est-elle née et qui est à son origine?

«C'est la diminution tragique du nombre d'arbres et d'espaces libres à Saint-Gall au cours des dernières années qui a donné l'impulsion. Les associations de protection de l'environnement ont décidé d'agir plutôt que de réagir. Le WWF Saint-Gall, en collaboration avec l'entreprise GSI Architekten, a conduit les travaux qui ont abouti à une vision matérialisée en un recueil d'environ 1500 pages.»

Quelles sont les principales demandes formulées?

«La vision présente sous une forme synthétique les intérêts des associations de protection de l'environnement. Elle doit permettre à la ville d'avancer – et ce, sans que les associations doivent s'impliquer au-delà de leurs possibilités. Elle doit aussi permettre à la population, de par sa compréhensibilité et son caractère imagé, d'engager des démarches politiques. C'est dans ce but que tous les contenus, tels que brochures, film et images, sont accessibles sur notre site Internet grünesgallustal.ch. Enfin, il s'agit d'introduire certaines normes – quantitatives et qualitatives – dans la formulation des mesures afin que des indicateurs écologiques soient durablement définis.»

Quel est l'horizon temporel visé?

«La vision prévoit un horizon de 20 ans pour que toutes les mesures puissent être mises en œuvre.»

» Nous avons la même mentalité

Coup d'œil chez nos voisins: Fabian Gloor, le maire d'Oensingen, livre une analyse de l'espace économique d'Oensingen-Niederbipp et explique la coopération inter-cantonale.

Monsieur Gloor, que représente Oensingen pour vous?

«C'est mon chez-moi, je m'y sens bien et surtout, j'ai toujours beaucoup de plaisir à y revenir.»

Vous rappelez-vous l'Oensingen de votre jeunesse? Qu'est-ce qui a changé?

«Beaucoup de choses. Nous avons surtout assisté à une forte croissance démographique. Par rapport aux 4000 personnes du début des années 1990, nous

en sommes à 7000 aujourd'hui. Les emplois ont eux aussi augmenté dans une mesure comparable.»

Qu'est-ce qui distingue Oensingen aujourd'hui?

«Nous sommes devenus un pôle économique important de la région. Tous les grands centres du pays sont accessibles en une petite heure, que ce soit par les transports publics ou en voiture. Nous disposons d'une très bonne offre de base dans tous les secteurs, que l'on songe au

site économique logistique important, au petit pôle de santé dans le quartier de la gare, à l'offre culturelle diversifiée et au magnifique espace de détente.»

Comment les intérêts économiques sont-ils conciliables avec ceux de la population locale?

«Il est essentiel de procéder constamment à des échanges. Les milieux économiques doivent expliquer leur action, la population doit être convaincue. Nous avons ici un important potentiel économique, qui profite à son tour aux personnes habitant notre commune. Des mesures sont nécessaires sur tous les axes de circulation, notamment en ce qui concerne le trafic d'évitement à travers les villages de la région. Nous devons faire en sorte, avec les communes environnantes, d'améliorer encore le raccordement à l'autoroute.»

Pour en revenir aux communes voisines, comment se déroule la coopération avec vos collègues de la région?

«Très bien. Depuis la création, il y a dix ans, du projet de développement territorial qui s'étend de la région de Wangen an der Aare à Oensingen, nous nous accordons à merveille à un niveau suprarégional. Ajoutons qu'il existe des échanges réguliers entre les maires.»

Et en particulier avec la commune voisine de Niederbipp?

«Avec elle, nous empruntons de plus en plus souvent les mêmes voies s'agissant de l'aspect économique. Nous nous réjouissons des succès de l'autre, il n'y a pas de jalousie entre nous. Notre relation est à la fois pragmatique et partenariale. Nous mettons l'accent sur une mentalité et un développement concertés.»

Quelles sont les différences, quels sont les points qui vous unissent?

«Du point de vue de sa taille, Oensingen est la septième plus grande commune du canton de Soleure et joue un rôle important. Niederbipp ne remplit pas tout à fait la même fonction pour le canton de Berne mais les deux communes sont confron-

Johannes Eisenhut, développeur du site

Il arrive que l'on tombe amoureux d'un lieu

Auparavant, Johannes Eisenhut créait des marques. Depuis plus de dix ans, il s'occupe de la transformation de sites pour l'entreprise Senn Resources.

Monsieur Eisenhut, la Suisse donne l'impression d'être très construite. Où et comment trouvez-vous encore des superficies à développer?

«C'est effectivement difficile. Il s'agit de repérer le vilain petit canard qui a du potentiel. Nous nous faisons une première impression puis passons aux calculs pour voir ce que nous pouvons faire. Ensuite, nous réexaminons notre première impression. Il arrive que l'on tombe amoureux d'un lieu et que l'on soit ensuite prêt à se battre pour cet endroit.»

Quelles sont selon vous les tendances, du point de vue des secteurs? Est-ce vers celles-ci que vous vous dirigez?

«Nous observons le marché et le secteur. Nous nous voyons comme un développeur de niche qui peut donc être à l'origine d'une démarche et agir selon ses propres valeurs. Nous ne devons pas forcément faire comme tout le monde. Nous partons prioritairement d'un lieu, de l'amour que nous lui portons. La conviction est à la base même de tous nos projets.»

Où se situent pour vous les plus importants potentiels de développement en Suisse?

«Il existe des zones plus ou moins dynamiques, mais nous pensons que l'agglomération urbaine est le cas le plus passionnant. Les centres sont surchauffés et la campagne doit rester la campagne. Ce qui nous intéresse, c'est la densification qualitative: développer la qualité de vie là où la vie est déjà très présente.»

À votre avis, quels sont les facteurs clé d'un développement de site qui soit novateur et viable?

«Il faut de la patience et une vision multilatérale. Le développement d'un site puis sa commercialisation requièrent avant tout une affirmation prête à se consolider, qui soit crédible et fasse naître des envies. Il faut ensuite faire preuve d'une certaine ténacité et dégager de nouvelles idées et stratégies pour que cette affirmation devienne peu à peu réalité. Un jour ou l'autre, les gens commencent à y croire et elle peut alors se concrétiser.»

tées au même type de défis que sont le trafic, la croissance. Beaucoup d'éléments qui concernent Niederbipp nous ont bien souvent déjà concernés.»

L'implantation d'une entreprise a-t-elle déjà fait naître des rivalités entre vous?

«Non, ou du moins, je ne l'ai pas ressenti ainsi. La concurrence entre nous est positive, il s'agit d'ailleurs plutôt de coopération.»

Avez-vous aussi des projets communs?

«Oui, le projet global de transports d'Oensingen. C'est notre commune qui en est responsable, mais nous veillons ensemble à ce que la zone industrielle de Niederbipp soit mieux desservie.»

Comment percevez-vous le programme des PDE du canton de Berne?

«Il est régulièrement lié à notre activité, en particulier dans le cadre de la conception supracantonale concernant l'aménagement du territoire et la planification des transports d'Oensingen-Niederbipp. Grâce au programme des PDE, l'ensemble de la région bénéficie d'une attention accrue.»

Pour terminer: quel est le rôle des autorités cantonales compétentes?

«Un rôle majeur. Nous essayons de nous soutenir à toutes sortes de niveaux et pouvons compter à cet égard de part et d'autre sur un transfert de savoir-faire.»

«Grâce au programme des PDE, l'ensemble de la région bénéficie d'une attention accrue.»

«Avec Niederbipp, nous empruntons de plus en plus souvent les mêmes voies.»





» Pour que l'énergie fonctionne, il faut qu'elle soit abordable

L'association Energie-Cluster s'occupe depuis près de 20 ans des principaux thèmes qui concernent l'énergie en Suisse. Pour le Baromètre des PDE, son directeur Frank Schürch dresse un bilan intermédiaire de son activité et analyse les potentiels et les chances de demain.

Monsieur Schürch, qu'avez-vous pu faire bouger jusqu'à maintenant grâce à l'association Energie-Cluster?

«Nous avons constitué un réseau qui s'est fait connaître comme trait d'union entre la politique, l'administration, l'économie privée, la recherche et la formation. Ces dernières années, le thème de l'énergie n'a cessé de gagner en importance, en particulier au cours des 24 derniers mois. Aujourd'hui, notre association compte plus de 550 membres, dont 450 PME, et un réseau fort de plus de 40 000 contacts.»

Et, très concrètement?

«Je suis particulièrement heureux que toutes les parties impliquées discutent entre elles et défendent la même volonté d'une approche globale. Propriétaires de maisons, spécialistes de l'aménagement, de l'architecture, du développement immobilier, de la production et des investissements, toutes et tous tirent à la même corde. L'association Energie-Cluster tient le rôle d'élément central et de moteur. Mais ce qui est essentiel, c'est que nous soyons parvenus à intégrer le savoir-faire au sein de l'association.»

Vous vous définissez comme un bâtisseur de ponts entre les institutions.

«Pour y parvenir, nous utilisons trois canaux différents: comme évoqué précédemment, le transfert de connaissances mais aussi le travail de liaison (il s'agit de mettre en relation les différentes parties prenantes et groupes d'intérêt) et enfin le coaching d'entreprises. Nous conseillons ces dernières par exemple sur les questions d'efficacité énergétique, de diffusion de l'énergie ou de stratégie climatique.»

Qu'entendez-vous par l'idée d'une nouvelle chance dans le domaine de l'énergie?

«Le fait d'atteindre une Suisse neutre en émissions de CO₂ est une aubaine incroyable, qui représente aussi un sérieux défi. Nous essayons notamment de montrer à quel point il est important que les jeunes spécialistes n'aient pas à se rendre dans les grands centres urbains de Suisse pour évoluer, mais qu'elles et ils soient employés dans leur région. Nous voulons aussi montrer

que l'énergie ne fonctionne que si elle est abordable et donc compétitive.»

Que peuvent faire les entreprises, les communes ou les autorités pour s'engager en faveur de la neutralité climatique en Suisse?

«L'essentiel est de coordonner ses projets et ses mesures avec toutes les parties impliquées. Celles-ci doivent être reliées et se motiver réciproquement. Le canton de Berne joue un rôle exemplaire à cet égard, car il s'engage dans ce domaine.»

Comment accorder encore davantage d'importance à la question des énergies renouvelables et la rendre plus accessible?

«Tout d'abord, il faut savoir que les entreprises sont déjà fortement sensibilisées à ce sujet, mais on ne peut pas demander par exemple à une PME de développer sa propre stratégie énergétique. C'est pour cela que nous cherchons à rassembler toutes les parties prenantes, à les soutenir, à leur transmettre du savoir-faire. Nous avons la même approche pour les communes, même si, là, les différences sont de taille. Nous devons trouver le bon langage et rechercher le dialogue avec les responsables, qui doivent comprendre que nous souhaitons avant tout les soutenir.»

Quel rapport et quels points d'ancrage voyez-vous avec le programme PDE du canton de Berne?

«L'aménagement du territoire doit sans nul doute gagner en flexibilité. Il faudrait ici une stratégie nationale coordonnée et, en premier lieu, des projets phares, exemplaires. Nous pouvons contribuer à les rendre visibles et à renforcer la compréhension à l'égard de ce thème.»

Quelles sont les prochaines tâches en matière de technique énergétique?

«La simplification des processus d'autorisation, un aménagement du territoire marqué par le principe d'agilité et davantage de travail explicatif à tous égards. Nous devons considérer notre système énergétique de manière globale et donc mieux coordonner

les différentes sources d'énergie, réseaux et mesures. Il faut que nous réunissions les principaux acteurs à une même table pour éveiller leur intérêt et leur enthousiasme. Enfin, les milieux politiques doivent eux aussi s'impliquer et se positionner de manière plus courageuse.»

L'association Energie-Cluster en chiffres



550
membres



450
PME



40 000
contacts

Il faut appliquer les solutions déjà disponibles

Le professeur Patrick Rérat, de l'Université de Lausanne, s'occupe depuis des années de mobilité. Lors de son entretien pour le Baromètre des PDE, il évoque les changements climatiques et la nécessité de repenser la stratégie de mobilité.



Monsieur Rérat, pourquoi avons-nous tant de mal à aborder le thème des changements climatiques en Suisse?

«Cela tient surtout à des raisons psychologiques: nous avons conscience de la nécessité d'agir, mais ne savons pas comment procéder ni que changer précisément. Il en va d'ailleurs de même pour la politique.»

Pouvons-nous encore parvenir à un niveau de zéro émission nette à la fin de 2050?

«Les technologies et les solutions sont là. Le plus important, ce sont les décisions politiques qui entraînent des changements radicaux pour la société. Nous savons ce que nous devons faire mais, depuis 25 ans, nous n'avons pas été suffisamment actifs en particulier dans le domaine de la mobilité.»

«Repenser la mobilité» est le thème récurrent des débats actuels. Concrètement, qu'est-ce que cela signifie?

«Il s'agit de continuer à améliorer l'aspect technique, par exemple en ce qui concerne les batteries des voitures. Et, surtout, de changer de comportement: la moitié des trajets effectués en voiture en Suisse portent sur une distance de moins de cinq kilomètres. Beaucoup pourraient être réalisés différemment.»

Où le mouvement axé sur le changement trouve-t-il son origine?

«Il existe de nombreux exemples innovants dans les pays proches, à Bruxelles, Groningen, Copenhague, Fribourg-en-Brisgau.»

Que pouvez-vous faire bouger personnellement dans ce domaine?

«Nous pouvons faire avancer le débat politique en présentant de bonnes pratiques, en impliquant un maximum de personnes et en créant le débat partout où cela se révèle possible.»

Où se situe le canton de Berne à cet égard?

«Il y a de bonnes approches, notamment l'offensive vélo en ville de Berne et la politique cyclable de Berthoud. Cette localité est exemplaire pour une petite ville. Nous devrions nous inspirer de telles réussites.»

La boîte à outils des PDE

NOUVEAU

La boîte à outils des PDE fournit des informations générales, des conseils concrets ainsi que des exemples de bonnes pratiques relatifs aux pôles de développement économique et à l'implantation d'entreprises à forte valeur ajoutée. Elle se veut un ouvrage de référence compact et un catalogue d'idées à l'usage des communes et des autres acteurs impliqués dans le développement des PDE.

La boîte à outils s'articule en cinq modules consacrés aux processus de planification et d'aménagement, à la gestion des parties prenantes, à l'organisation de projet, à la promotion et à la commercialisation ainsi qu'au financement. Chaque module propose une introduction générale au thème abordé, un aperçu des démarches que les communes peuvent entreprendre ainsi que des exemples de bonnes pratiques.

Pour télécharger la boîte à outils, il suffit de consulter l'adresse suivante: www.be.ch/pde → Boîte à outils des PDE.